



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Biens professionnels

Question au Gouvernement n° 1989

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Gilbert Biessy.

M. Gilbert Biessy. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances.

Au moment même où le Gouvernement envisage de casser le droit du travail (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre) - oui, mes chers collègues ! - notamment en assouplissant encore les procédures de licenciement, le Président de la République vient d'inviter sa majorité à profiter de la discussion du projet de loi de finances pour alléger l'impôt sur la fortune.

C'est bien là la politique du « deux poids, deux mesures ».

M. Jean-Claude Gayssot. Scandaleux !

M. Gilbert Biessy. Alors que 5 % des Français les plus riches se partagent 40 % du patrimoine national, cette mesure ne pourrait qu'accentuer les inégalités et la fracture sociale.

Les avantages dont bénéficient les revenus financiers, comme l'avoir fiscal, la loi Pons, les emplois à domicile, demeurent intouchables. La baisse programmée de l'impôt sur le revenu sera surtout profitable aux 200 000 plus gros contribuables. À l'opposé, pour les 14 millions de non-assujettis, c'est l'augmentation des taxes : TVA, TIPP, CSG, RDS, droits sur le tabac, sur l'alcool.

M. Arthur Dehaine. La question !

M. Gilbert Biessy. Votre politique ne cesse d'aggraver les inégalités sociales. Non seulement cette défense des privilèges alimente une logique de l'argent pour l'argent, meurtrière pour l'emploi,...

M. Jean-Michel Fourgous. La fuite des capitaux, c'est vous.

M. le président. Monsieur Fourgous, je vous en prie !

M. Gilbert Biessy. ... mais l'impôt sur la fortune lui-même n'assume plus sa mission première de solidarité puisqu'il ne couvre que le tiers des dépenses en faveur du RMI, alors que la justice voudrait qu'il en finance la totalité.

Monsieur le ministre, acceptez-vous (« Non ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre), comme le fait l'Allemagne depuis des années, d'intégrer dans l'assiette de l'impôt sur la fortune les biens professionnels afin d'atteindre cet objectif ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement.

M. Jean-Pierre Brard. Il va nous parler de Mme Bettencourt. (Sourires.)

M. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement. Étrange question d'actualité (Exclamations sur les bancs du groupe communiste) alors que cela fait maintenant un mois que nous discutons de l'impôt et trois jours de la réforme fiscale ! J'appellerai plutôt cela l'esprit de l'escalier. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

Mais puisque vous avez voulu saisir l'occasion d'une séance retransmise par la télévision pour vous exprimer sur le sujet, il est bon que tous les Français sachent que la gauche a voté contre la baisse de l'impôt sur le revenu. (Protestations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la

Republique.)

M. Didier Migaud. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre delegue au budget. La gauche a vote contre la baisse de l'impot qui va profiter a 14 millions de contribuables,...

M. Jean-Pierre Brard. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre delegue au budget. ...et notamment aux classes moyennes et aux familles nombreuses.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. Maxime Gremetz. Provocateur !

M. Didier Boulaud. menteur !

M. le ministre delegue au budget. La gauche a vote aussi contre la baisse de la TVA sur la construction du logement social. (Meme mouvement sur les memes bancs - Vives protestations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

M. le president. Un peu de calme !

Mme Frederique Bredin. C'est un provocateur !

M. le ministre delegue au budget. Quant a l'impot sur la fortune...

M. Maxime Gremetz. C'est zero franc !

M. le president. Un peu de calme, je vous en prie. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Vous vous exprimerez tout a l'heure, mes chers collegues socialistes.

Poursuivez, monsieur le ministre.

M. le ministre delegue au budget. Quant a l'impot sur la fortune,...

M. Gilbert Biessy. Enfin !

M. le ministre delegue au budget. ... contrairement a l'information que vous nous avez donnee, a l'heure ou nous parlons, le Bundestag n'est pas en train de voter une extension de son assiette, mais est saisi d'un projet de suppression. (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. Maxime Gremetz. Quel aveu !

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Gilbert Biessy.

M. Gilbert Biessy. Monsieur le president, mes chers collegues, ma question s'adresse a M. le ministre de l'economie et des finances.

Au moment meme ou le Gouvernement envisage de casser le droit du travail (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre) - oui, mes chers collegues ! - notamment en assouplissant encore les procedures de licenciement, le President de la Republique vient d'inviter sa majorite a profiter de la discussion du projet de loi de finances pour alléger l'impot sur la fortune.

C'est bien la la politique du «deux poids, deux mesures».

M. Jean-Claude Gayssot. Scandaleux !

M. Gilbert Biessy. Alors que 5 % des Francais les plus riches se partagent 40 % du patrimoine national, cette mesure ne pourrait qu'accentuer les inegalites et la fracture sociale.

Les avantages dont beneficent les revenus financiers, comme l'avoir fiscal, la loi Pons, les emplois a domicile, demeurent intouchables. La baisse programmee de l'impot sur le revenu sera surtout profitable aux 200 000 plus gros contribuables. A l'oppose, pour les 14 millions de non-assujettis, c'est l'augmentation des taxes: TVA, TIPP, CSG, RDS, droits sur le tabac, sur l'alcool.

M. Arthur Dehaine. La question !

M. Gilbert Biessy. Votre politique ne cesse d'aggraver les inegalites sociales. Non seulement cette defense des privileges alimente une logique de l'argent pour l'argent, meurtriere pour l'emploi,...

M. Jean-Michel Fourgous. La fuite des capitaux, c'est vous.

M. le president. Monsieur Fourgous, je vous en prie !

M. Gilbert Biessy. ... mais l'impot sur la fortune lui-meme n'assume plus sa mission premiere de solidarite

puisqu'il ne couvre que le tiers des dépenses en faveur du RMI, alors que la justice voudrait qu'il en finance la totalité.

Monsieur le ministre, acceptez-vous («Non !» sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre), comme le fait l'Allemagne depuis des années, d'intégrer dans l'assiette de l'impôt sur la fortune les biens professionnels afin d'atteindre cet objectif ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement.

M. Jean-Pierre Brard. Il va nous parler de Mme Bettencourt. (Sourires.)

M. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement. Étrange question d'actualité (Exclamations sur les bancs du groupe communiste) alors que cela fait maintenant un mois que nous discutons de l'impôt et trois jours de la réforme fiscale ! J'appellerai plutôt cela l'esprit de l'escalier. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

Mais puisque vous avez voulu saisir l'occasion d'une séance retransmise par la télévision pour vous exprimer sur le sujet, il est bon que tous les Français sachent que la gauche a voté contre la baisse de l'impôt sur le revenu. (Protestations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Didier Migaud. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre délégué au budget. La gauche a voté contre la baisse de l'impôt qui va profiter à 14 millions de contribuables,...

M. Jean-Pierre Brard. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre délégué au budget. ...et notamment aux classes moyennes et aux familles nombreuses.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Maxime Gremetz. Provocateur !

M. Didier Boulaud. menteur !

M. le ministre délégué au budget. La gauche a voté aussi contre la baisse de la TVA sur la construction du logement social. (Même mouvement sur les mêmes bancs - Vives protestations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

M. le président. Un peu de calme !

Mme Frédérique Bredin. C'est un provocateur !

M. le ministre délégué au budget. Quant à l'impôt sur la fortune...

M. Maxime Gremetz. C'est zéro franc !

M. le président. Un peu de calme, je vous en prie. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Vous vous exprimerez tout à l'heure, mes chers collègues socialistes.

Poursuivez, monsieur le ministre.

M. le ministre délégué au budget. Quant à l'impôt sur la fortune,...

M. Gilbert Biessy. Enfin !

M. le ministre délégué au budget. ... contrairement à l'information que vous nous avez donnée, à l'heure où nous parlons, le Bundestag n'est pas en train de voter une extension de son assiette, mais est saisi d'un projet de suppression. (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Maxime Gremetz. Quel aveu !

Données clés

Auteur : [M. Biessy Gilbert](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1989

Rubrique : Impôt de solidarité sur la fortune

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 novembre 1996, page 7324

Réponse publiée le : 21 novembre 1996, page 7324

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 novembre 1996